

subventions à la construction qui est si important surtout pour la région atlantique?

L'hon. C. M. Drury (ministre de l'Industrie): Le député sait qu'une mesure législative définissant la nouvelle politique en matière de subventions a déjà été proposée à la Chambre sous la forme d'un projet de résolution. Ce sera la nouvelle loi.

L'ÉNERGIE

LE COLUMBIA—DEMANDE D'AIDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL POUR LA CONSTRUCTION DE BARRAGES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. H. W. Herridge (Kootenay-Ouest): Pour satisfaire la curiosité de nombre de gens en Colombie-Britannique, y compris de nombreux partisans du parti du premier ministre, j'aimerais poser au très honorable représentant la question suivante: le premier ministre Bennett a-t-il récemment demandé au gouvernement fédéral une aide financière pour la construction de barrages sur le Columbia, aux termes du Traité du Columbia, et si oui, quelle a été la réponse du gouvernement?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Je ne suis au courant d'aucune demande semblable et je serais étonné qu'on en ait présenté une, car l'entente entre le Canada et la Colombie-Britannique sur le sujet ne prévoit aucune demande semblable.

LA FONCTION PUBLIQUE

LA RECLASSIFICATION DES EMPLOYÉS DONT LE POSTE EST ENTOURÉ D'UN CERCLE ROUGE

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. R. A. Bell (Carleton): Monsieur l'Orateur, puis-je demander au secrétaire d'État, en sa qualité de rapporteur pour la Commission de la fonction publique, de dire à la Chambre quelle attention la Commission a accordée à la demande présentée vendredi dernier par les représentants du personnel pour reclasser immédiatement les emplois entourés d'un cercle rouge?

L'hon. Judy V. LaMarsh (secrétaire d'État): Je demanderais à mon collègue, le président du Conseil du Trésor, qui est responsable de ce secteur de la fonction publique, de répondre à cette question.

L'hon. E. J. Benson (président du Conseil du Trésor): La question relative aux emplois entourés d'un cercle rouge est longue et compliquée. Sauf erreur, dans leurs pourparlers avec la Commission du service civil, les représentants du personnel ont convenu qu'il y aurait lieu de l'examiner à compter du 31 décembre de l'année courante, alors qu'un

grand nombre de personnes, présentement dans cette catégorie, auront été mutées dans une autre catégorie d'emploi par leur ministère respectif; c'est, du moins, ce que nous espérons.

L'hon. M. Bell: Une question complémentaire. Le ministre veut-il dire que la situation des fonctionnaires, dont la catégorie est marquée d'un cercle rouge, ne sera nullement améliorée avant le 31 décembre de cette année?

L'hon. M. Benson: Au contraire, monsieur l'Orateur; la situation s'améliore tous les jours, vu que les ministères s'efforcent de retirer les fonctionnaires des catégories marquées d'un cercle rouge pour les faire passer dans d'autres catégories.

L'ÉTUDE PAR UN COMITÉ D'UN RAPPORT SUR LES POSTES

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Michael Starr (Ontario): Je désire poser une question au premier ministre, monsieur l'Orateur. Au sujet des demandes que lui ont faites le syndicat des facteurs du Canada et le syndicat canadien des postiers pour que le comité mixte du Parlement chargé de l'étude du bill C-170 ne termine pas ses séances avant de recevoir le rapport de la Commission Montpetit et pour qu'on donne aux syndicats l'occasion de faire d'autres observations, le premier ministre peut-il assurer la Chambre qu'il acquiescera à cette requête?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, comme on m'a informé que ledit rapport sera prêt à la fin de la présente semaine ou au début de la semaine prochaine, je ne crois pas qu'il y ait danger que survienne l'éventualité dont mon honorable ami a parlé.

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LE BLÉ—NOUVELLES VENTES POSSIBLES À LA CHINE CONTINENTALE

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. George Hees (Northumberland): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre du Commerce. Par suite du voyage à Pékin du commissaire adjoint de la Commission canadienne du blé, le ministre a-t-il, au nom du gouvernement, une déclaration à faire quant à la possibilité de nouveaux contrats de blé avec la Chine? Je sais bien que le ministre ne représente malheureusement pas la Commission du blé, mais il pourrait peut-être me dire quel cas on doit faire de ce rapport.

L'hon. Robert Winters (ministre du Commerce): Monsieur l'Orateur, je n'ai pas de commentaire pour le moment.